



## Petit rebond de croissance en zone MENA (Banque Mondiale)

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, la croissance économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) devrait rebondir à 2 % en moyenne en 2018, contre 1,4 % en 2017. Ce rebond modéré s'explique principalement par la hausse récente des prix du pétrole, qui a bénéficié aux pays exportateurs d'or noir, mais a accentué la pression sur le budget des pays importateurs. Il reflète également l'impact des réformes modestes et des efforts de stabilisation entrepris dans certains pays de la région.

Le rythme de la croissance est cependant insuffisant pour créer les emplois qui permettront d'absorber une main-d'œuvre jeune nombreuse. Aussi est-il indispensable de développer de nouveaux moteurs de croissance pour atteindre le niveau de créations d'emplois nécessaires.

La dernière édition du Rapport semestriel de suivi de la situation économique de la région MENA, intitulé « Une nouvelle économie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord », trace la voie à suivre pour libérer l'immense potentiel que constitue une population jeune et instruite si la région parvient à prendre le virage du numérique. Pour y parvenir, les pays devront lancer des réformes plus vastes et audacieuses, et consentir des investissements indispensables dans l'infrastructure numérique. L'enjeu sera d'axer davantage l'éducation sur la science et la technologie, de créer des systèmes de télécommunications et de paiements modernes, et de favoriser le développement d'une économie tirée par le secteur privé en mettant en place des réglementations qui, au lieu de brider l'innovation, l'encouragent au contraire.

### **Le chômage, fléau majeur pour les jeunes**

« *Le chômage est un fléau pour beaucoup de jeunes hommes et femmes de la région, souligne **Ferid Belhaj, vice-président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord**. Et le problème des jeunes va continuer de s'aggraver à moins d'en faire un atout. Il faut exploiter la dynamique de croissance actuelle pour accélérer le rythme des réformes et accroître leur ambition. Et s'attacher en priorité à bâtir une économie moderne qui mette à profit les nouvelles technologies et repose sur l'énergie et la capacité d'innovation des jeunes générations.* »

Selon le rapport, la région dispose déjà des fondations sur lesquelles elle pourra construire cette nouvelle économie digitale, avec une jeunesse largement acquise aux technologies numériques et mobiles. Or, si les appareils portables sont omniprésents, ils servent avant tout à accéder aux réseaux sociaux plutôt qu'à créer de nouvelles entreprises. En cause, le poids des obstacles réglementaires, conjugué à l'absence d'infrastructures clés. Le rapport met cependant en avant des initiatives plus que prometteuses. Et de souligner notamment le succès de l'application de VTC Careem, start-up qui vaut aujourd'hui un milliard de dollars et à qui l'on doit la création de milliers d'emplois dans la région MENA et au-delà.

De nouvelles plateformes numériques mettent déjà en relation demandeurs d'emploi et employeurs, proposent des formations professionnelles et hébergent des pépinières d'entreprises. Le défi qui reste à relever est donc de créer les conditions nécessaires au développement et à la multiplication de ces jeunes pousses.

« *Les pays de la région possèdent toutes les caractéristiques nécessaires pour entrer de plain-pied dans l'ère numérique, souligne **Rabah Arezki, économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord** et auteur principal du rapport. Mais il est indispensable, à présent, d'apporter aux jeunes les connaissances requises pour cette nouvelle économie, de garantir leur accès à des outils aussi essentiels que les paiements numériques et de lever les obstacles à*



*l'innovation. Pour cela, les gouvernements devront agir sur de nombreux fronts et mobiliser plusieurs leviers d'action publique en même temps, mais les résultats qu'ils obtiendront sur le plan de la croissance et de l'emploi viendront largement récompenser leurs efforts. »*

### **Risque d'instabilité susceptible de s'aggraver**

Le rapport préconise de se fixer des objectifs précis, dont notamment celui de rattraper les économies avancées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication à l'horizon 2022. De tels objectifs pourraient en effet permettre de rallier les pouvoirs publics, les citoyens et le secteur privé autour d'un programme ambitieux et les inciter à prendre part à un effort collectif indispensable. Cet élan pourrait transformer les économies de la région MENA et permettre à ses millions de jeunes de trouver un emploi de qualité et de contribuer à la croissance grâce à leurs compétences et leur créativité.

S'agissant des perspectives économiques régionales, le rapport prévoit la poursuite d'une reprise modérée, avec un taux de croissance qui devrait atteindre 2,8 % en moyenne à la fin de l'année 2020. Bien que la région soit actuellement exposée à un risque d'instabilité susceptible de s'aggraver et d'affaiblir la croissance, les pays exportateurs de pétrole devraient tirer avantage de la bonne tenue des prix du pétrole et de la demande. Les réformes nationales visant à accroître les recettes et à contenir le niveau des dépenses publiques, telles que celles menées en Arabie saoudite, devraient aussi favoriser la croissance de ces pays.

Les pays importateurs d'hydrocarbures devraient quant à eux bénéficier des effets des réformes de la gestion des dépenses publiques, ainsi que de l'augmentation des échanges commerciaux avec l'Europe et la Chine et des apports financiers des exportateurs de pétrole de la région. La croissance de l'Égypte, en particulier, devrait atteindre 5,8 % en 2020, à la faveur d'un programme de réformes qui s'est attaché à libéraliser le taux de change, rationaliser les subventions énergétiques et renforcer la protection sociale pour les pauvres. Les réformes mises en œuvre dans la région ont globalement permis d'économiser un total de près de 180 milliards de dollars, principalement dans les pays exportateurs de pétrole, ce qui élargit les marges de manœuvre budgétaires des gouvernements au profit de la poursuite des réformes économiques.

---

**[Source : Financial Afrik](#)**